

Préambule :

Le groupe de travail Climat Energie a pour moi un caractère primordial, central, car des choix et orientations énergétiques que nous proposerons dépendra notre économie future ; et donc les modes de vie et la qualité de vie qui iront avec.

L'objectif du groupe me semble être de proposer un mix énergétique à l'horizon 2020, qui réduise drastiquement gaz, pétrole et charbon.

A voir : la vitesse de décroissance de ces énergies carbonés, sachant que les climatologues du GIECC préconisent de diviser par quatre nos émissions de GES d'ici 2050.

A voir : quels types d'énergie pour quels besoins (alimentation, logement, déplacements, industries...), compte tenu des avantages et inconvénients de chaque énergie (à évaluer), compte tenu des avancées et évolutions prévisibles pour chaque énergie (à déterminer).

Point de méthode

Nous nous grandirions à dépassionner ce débat, qui tôt ou tard va aborder le sujet du nucléaire civil.

Pour cela,

- il faudrait nous entourer de spécialistes, qui savent de quoi ils parlent (climatologues, énergéticiens, physiciens...),
- il faudrait nous méfier de personnes ayant des intérêts personnels dans nos choix (commerciaux ou avocats déclarés en faveur de telle filière énergétique ou contre telle autre),
- il faudrait rejeter toute approche dogmatique (non justifiée sur un plan scientifique).

Résumé :

Pour préparer une économie à faible intensité en carbone, il me semble indispensable de marier intelligemment et de façon consensuelle les énergies renouvelables, le nucléaire (avec toute la sécurité / responsabilité qu'il impose mais déjà à l'œuvre aujourd'hui en France), les économies, l'organisation urbaine, la sobriété, la voiture électrique, la pompe à chaleur, le transport en commun.....

Si notre démarche a un intérêt il est bien de chercher à faire naître ce consensus la (qui ne me paraît pas exister à ce jour, ni dans le MODEM, ni en France).

Il est mensonger de faire croire aujourd'hui que la France pourra sortir du nucléaire vers 2030 tout en réussissant simultanément à décarboner son économie (c.a.d. la débarrasser en grande partie des combustibles fossiles), sans engendrer un appauvrissement de l'ensemble de notre société.

A elle seule, la décarbonation de notre économie à l'horizon 2030, est un objectif extrêmement volontariste. Pourtant nous devons considérer que des sociétés comme la nôtre doivent absolument se l'assigner. En effet, selon les meilleures analyses des climatologues il importe que l'humanité réduise de façon significative ses émissions de gaz à effet de serre (dont le CO2 est la composante principale). La France, un des pays de l'OCDE qui avec la Suisse et la Suède est parmi les mieux placés de ce point de vue à cause de la structure particulière de sa production électrique (nucléaire plus hydraulique), devrait pour assumer sa « part du travail » réduire sa production de CO2 par habitant par un facteur de l'ordre de quatre.

Par ailleurs, même si une société moins consommatrice d'énergie est souhaitable, et certainement réalisable, le respect que nous devons à nos enfants ne nous permet pas de leur proposer des renoncements de modes de vie si durs que nous ne les accepterions pas pour nous-mêmes. Or la qualité de la vie dans nos sociétés dépend en grande partie de l'accès à

l'énergie alors que tout indique que les conditions de cet accès vont devenir de plus en plus difficiles. Pour ne pas aggraver les difficultés économiques auxquelles notre pays a déjà à faire face, il nous faut donc tenter de réduire sa dépendance vis-à-vis des importations de combustibles fossiles (gaz, pétrole, charbon) dont la raréfaction va conduire inexorablement à un renchérissement (une partie non négligeable de notre déficit commercial est liée à l'importation de combustibles fossiles).

L'objectif prioritaire de décarbonation de l'économie française actuelle, nécessite :

- de ne pas nous désengager d'une forte production électrique à partir du nucléaire ;
- d'orienter la société dans son ensemble, vers la sobriété matérielle et énergétique (par la taxe, la subvention et l'éducation) ;
- d'adopter des modes d'organisation de la mobilité et de l'urbanisme moins voraces en énergie ;
- de développer au maximum les ENR et autres technologies prometteuses pour l'avenir (biogaz, éolien, séquestration du CO₂.....) et de continuer à soutenir la recherche dans ces domaines. Il importe pourtant de ne pas leurrer le public sur leur vrai potentiel en effectuant par exemple une évaluation lucide des résultats obtenus par les pays qui ont accompli des expériences à taille significative (Allemagne, Danemark) ;
- d'accroître les usages (notamment pour le chauffage et le transport) d'une électricité produite sans recours aux énergies fossiles.

Ces quelques éléments de politique énergétique ne sont pas tombés du ciel. On pourrait même dire qu'ils n'ont absolument rien d'original tant ils recourent de nombreuses analyses disponibles*. Ils résultent aussi d'une réflexion personnelle consécutive à un état des lieux pour notre pays et une étude prospective de ses potentiels en matière de production d'énergie, que nous tenons à votre disposition (fichier ppt de 2 mégas).

*le lecteur intéressé par une vision plus approfondie pourra par exemple consulter utilement les documents « Protection climatique et approvisionnement énergétique Allemagne 1990-2020 » publié par la Société Allemande de Physique (titre original « Klimaschutz und Energie Versorgung Deutschland 1990-2020 » disponible en allemand et en anglais sur le site www.dpg-physik.de ; fichier original ou analyse synthétique en français à disposition sur demande), ou le livre de J.M. Jancovici et A. Grandjean « Le plein s'il vous plaît » (Seuil). Le site web de J.M. Jancovici www.manicore.com est aussi une remarquable source d'information (gratuite). L'association Sauvons le climat présente également une expertise intéressante sur le sujet (www.sauvonsleclimat.org) .